



13 Mai 2025

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS

INCERTITUDE POLITIQUE ET GUERRE
COMMERCIALE

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

Les indicateurs relatifs à l'évolution passée et anticipée de la trésorerie sont en très légère amélioration ce trimestre, mais à un niveau encore particulièrement dégradé.

Le jugement moyen sur la trésorerie est stable pour le deuxième trimestre d'affilée, à un niveau un peu inférieur à sa moyenne pré-Covid. Actuellement, 32 % des dirigeants jugent leur trésorerie « difficile », une proportion en baisse de 2 points ce trimestre et proche de son niveau d'avant crise sanitaire.



INVESTISSEMENT

La proportion de PME et TPE prévoyant d'investir est en recul ce trimestre comme sur un an, à 45 % pour l'année 2025. Le solde d'opinion sur les montants investis se stabilise à bas niveau.

Dans un contexte de dégradation des bilans des TPE/PME, de demande affaiblie et d'incertitude élevée, les chefs d'entreprise ajustent leurs priorités d'investissement. Les dépenses consacrées au renouvellement ou à la modernisation du capital sont globalement maintenues, tandis que celles visant à accroître les capacités de production ou motivées par des enjeux environnementaux sont revues à la baisse.



ACCÈS AU CRÉDIT

La part de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'accès au crédit de trésorerie diminue ce trimestre. 19 % des dirigeants ayant recours au financement de court terme ont rencontré des difficultés pour y accéder.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement s'amenuisent également ce trimestre. La part de dirigeants déclarant rencontrer des obstacles pour financer leurs investissements auprès des établissements de crédit s'établit à 17 %, un niveau égalant la moyenne de long terme.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



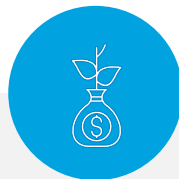
FREINS À LA CROISSANCE

64 % des dirigeants citent l'insuffisance de la demande, actuelle ou future, comme un frein, une proportion en hausse de 4 points ce trimestre et de 14 points sur un an.

Les difficultés de recrutement, bien qu'en nette atténuation depuis plusieurs trimestres dans un contexte de marché du travail en berne, demeurent un obstacle significatif : au 2^e trimestre, 37 % des dirigeants les jugent contraignantes pour la croissance de leur activité.

En retrait dans le sillage de la normalisation de l'inflation, **les coûts et les prix continuent néanmoins d'être un frein à l'activité pour 22 % des chefs d'entreprise**, ce qui est toujours 4 points de plus qu'en moyenne sur la période 2018-2019.

En parallèle, **la réglementation reste une contrainte limitante** pour près d'une entreprise sur cinq, une proportion stable et proche de sa moyenne de long terme.



FOCUS INCERTITUDE POLITIQUE ET GUERRE COMMERCIALE

L'incertitude en termes de politique économique est une source d'inquiétude un peu moins forte qu'au trimestre précédent. Mais une majorité de PME et TPE interrogées (53 %) redoutent encore qu'elle ait un impact négatif « fort » sur leur activité. Cette perception se traduit par une proportion toujours élevée et stable d'entreprises déclarant annuler leurs projets d'investissement (26 %) en conséquence. En revanche, les annulations d'embauches sont revues en baisse (-6 points, à 21 %).

Les principaux risques identifiés par les PME et TPE en 2025 sont de nature domestique. Le principal est le manque de visibilité sur la politique économique en France, cité par 57 % des répondants. La crainte d'un ajustement budgétaire et celle d'une baisse de la demande apparaissent également comme des risques majeurs (cités par respectivement 48 % et 49 % des dirigeants).

Malgré le relèvement des droits de douane et les incertitudes sur leur évolution, les intentions à l'export se maintiennent, avec un peu plus du quart des entreprises interrogées prévoyant d'exporter en 2025, une proportion similaire à celle observée en fin d'année dernière. Les exportations sont toutefois attendues moins dynamiques. Si la guerre commerciale n'est perçue comme un risque que par 10 % de l'ensemble des entreprises interrogées, **cette proportion grimpe à 27 % parmi celles prévoyant d'exporter en 2025, et à 44 % pour celles réalisant une partie de leur chiffre d'affaires aux États-Unis.**

SOMMAIRE

1

**RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE**

3

MÉTHODOLOGIE

2

**FOCUS - INCERTITUDE
POLITIQUE ET GUERRE
COMMERCIALE**

4

**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

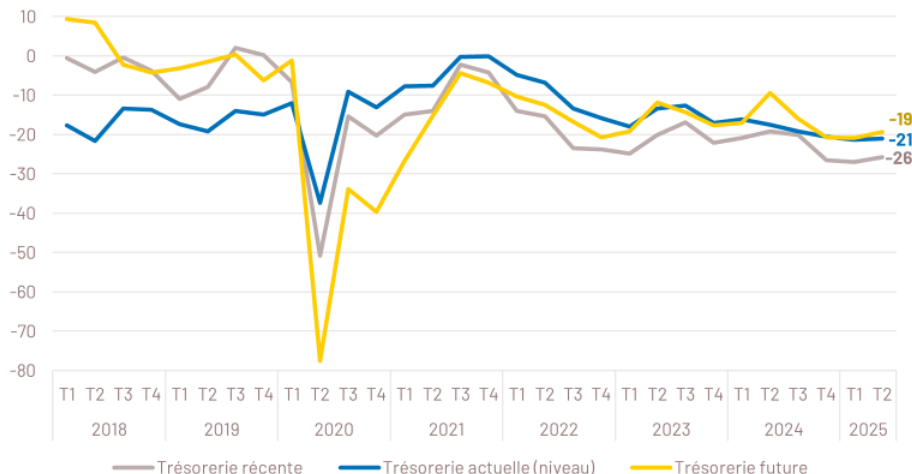
- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Solde d'opinion (%)

Situation de trésorerie et évolutions récente et future



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

À -26, le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution récente de la trésorerie de leur entreprise regagne un point mais demeure à bas niveau. 34 % des dirigeants font état d'une dégradation de leur trésorerie, c'est 2 points de moins qu'en début d'année mais 10 points de plus que sur la moyenne 2018-2019. A contrario, seuls 8 % constatent une amélioration de leur trésorerie au cours des trois derniers mois (9 % au trimestre précédent).

Le jugement moyen sur le niveau actuel de trésorerie des PME / TPE est stable pour le 2^e trimestre consécutif. À -21, il s'inscrit 4 points sous sa moyenne 2018-2019. Le bas niveau de l'indicateur tient essentiellement à la faible proportion de dirigeants jugeant leur trésorerie aisée (11 % contre 15 % en moyenne en 2018-2019) tandis que la part jugeant leur trésorerie difficile (32 %, -2 points sur le trimestre) est proche de la tendance observée avant-crise.

Les perspectives d'évolution de la trésorerie n'indiquent aucune amélioration à court terme. Le solde d'opinion sur les perspectives de trésorerie à trois mois s'améliore certes légèrement (+2 points à -19) mais demeure nettement en-dessous de son niveau moyen historique (-14 sur 2018-2024), et plus encore de son niveau d'avant crise (0 en 2018-2019). Seulement 10 % des dirigeants anticipent une amélioration de leur trésorerie à un horizon de trois mois.

DÉLAIS DE PAIEMENT

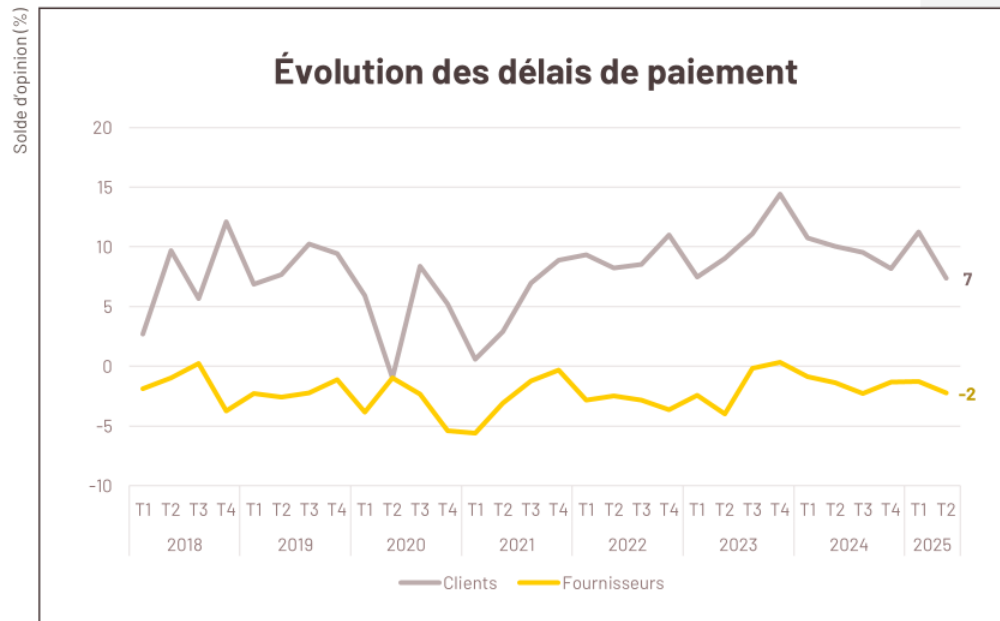


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Effaçant la hausse du trimestre précédent, les délais de paiement des clients se réduisent sensiblement au cours du deuxième trimestre 2025. À +7, le solde d'opinion retrouve son niveau pré-Covid et s'établit légèrement au-dessus de son niveau moyen historique (+8 sur 2018-2024).

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des fournisseurs diminue légèrement à -2.

👉 Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients ayant fortement baissé, alors que celui relatif aux fournisseurs est plutôt stable, le « **solde commercial** » subi par les PME / TPE s'améliore ce trimestre.

FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



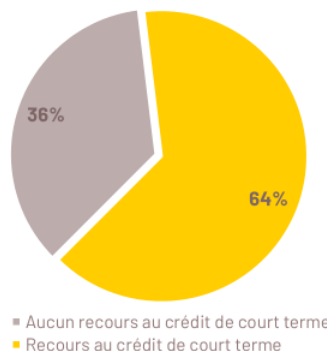
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

64 % des PME / TPE ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion relativement stable ces derniers trimestres, mais toujours sensiblement inférieure à sa moyenne de longue période (69 % sur la période 2018-2024).

% des répondants

Recours au crédit de court terme

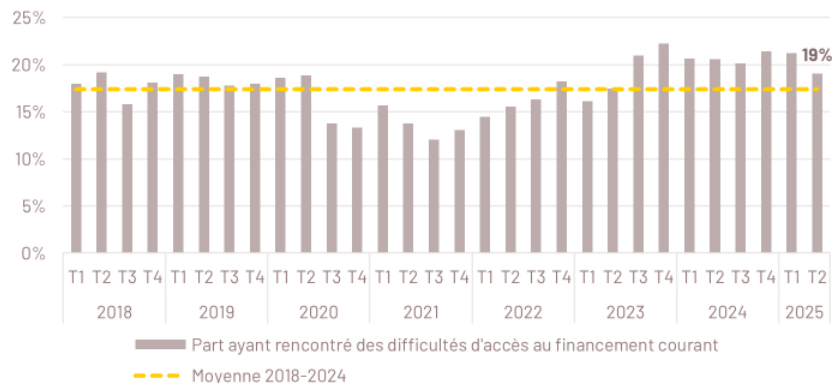


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 19 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion en baisse sur le trimestre (-2 points) même si elle reste légèrement supérieure à celle observée sur longue période (17 % sur 2018-2024).

% des répondants

Difficultés d'accès au financement courant



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

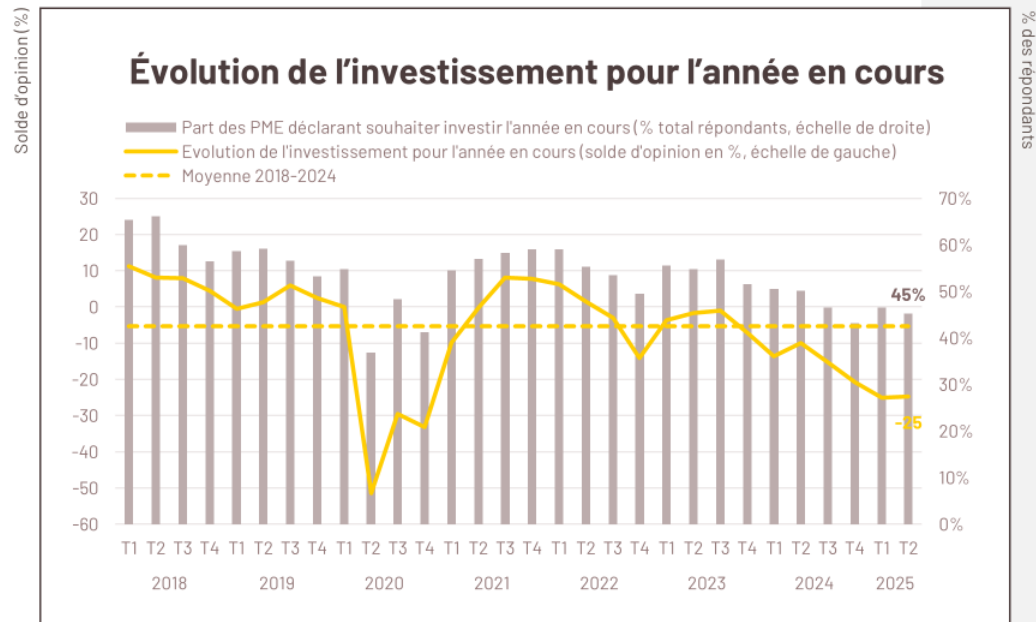


Comptez-vous investir cette année ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- ☐ En hausse
- ☐ Stables
- ☐ En baisse



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 2^e trimestre 2025, 45 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2025, une proportion en baisse sur le trimestre (-2 points) et plus encore sur un an (50 % d'intentions d'investissement au T2 2024 pour l'année 2024). Les intentions d'investissement suivent une tendance baissière depuis le milieu de l'année 2023.

Le solde d'opinion relatif à l'évolution des montants investis se stabilise à son plus bas niveau hors crise Covid. À -25 sur les deux premiers trimestres de l'année, il ressort en baisse de 15 points sur un an et s'établit 20 points sous sa moyenne historique. 40 % des dirigeants de PME/TPE qui prévoient des investissements en 2025 comptent diminuer le budget dédié à ces dépenses (+7 points par rapport au même trimestre de 2024) quand seulement 16 % envisagent de l'augmenter (-7 points sur un an).

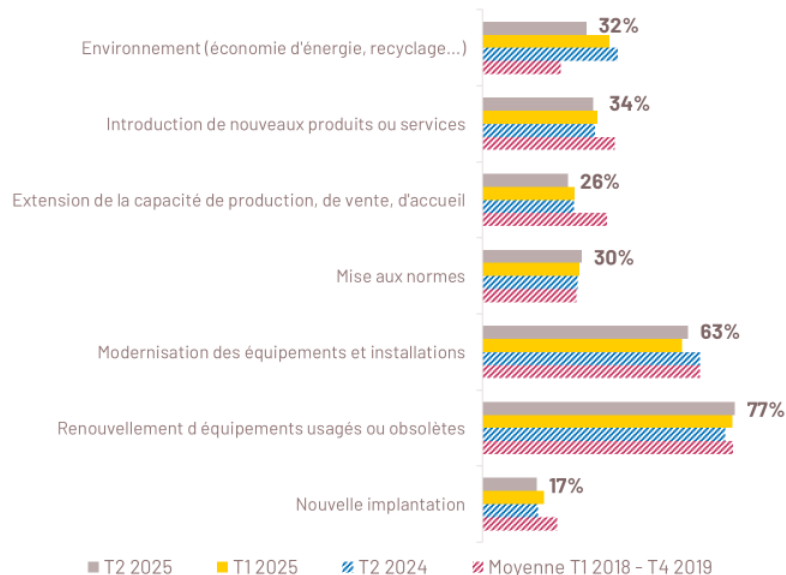
INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants

Principales destinations des investissements



Base : Répondants comptant investir en 2024

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Dans un contexte de baisse des budgets d'investissement, les TPE/PME ajustent leurs priorités. Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes, qui permet de préserver les capacités productives, conforte sa position de principale destination des investissements. Ce motif est indiqué par 77 % des dirigeants de TPE/PME prévoyant d'investir cette année. La modernisation du capital existant (63 %) continue également d'être une priorité pour rester compétitif dans un environnement de concurrence renforcée.

Les nouvelles implantations ou l'extension des capacités de production, de vente ou d'accueil, ainsi que l'introduction de nouveaux produits ou services, sont des motifs un peu moins cités ce trimestre (-1 à -2 points) et surtout qu'avant Covid.

En forte progression durant la crise énergétique, les investissements pour motif environnemental apparaissent comme les plus en retrait sur un an. 32 % des dirigeants comptant investir cette année prévoient d'investir à ce titre, une proportion en recul de 9 points sur un an, au plus bas niveau depuis le 3e trimestre 2021 mais qui reste malgré tout très au-dessus de sa moyenne pré-Covid (24 %). Cela témoigne du fait qu'en période de dégradation bilancielle, les entreprises voient leur marge de manœuvre diminuer pour financer leur transition énergétique.

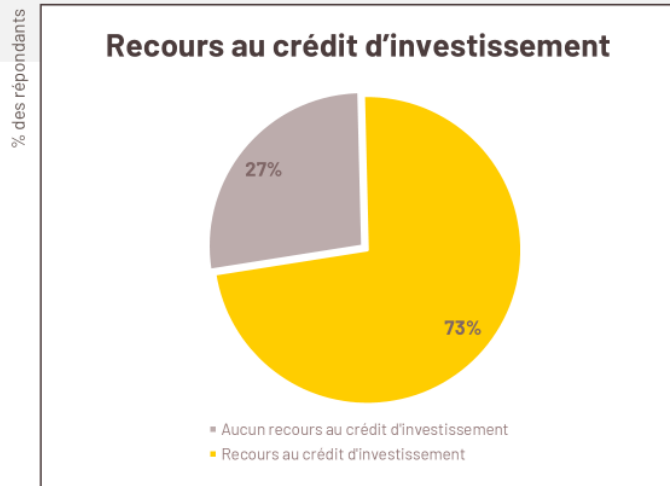
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

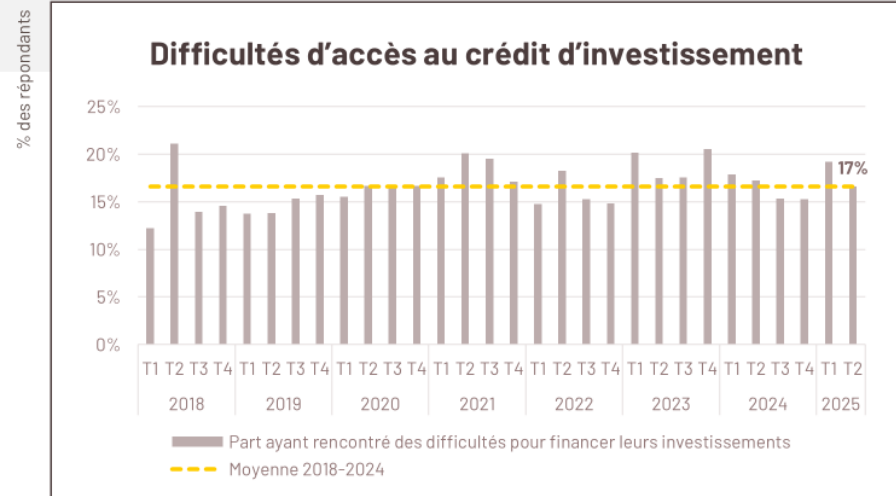
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

73 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2025 auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion est globalement stable depuis le début de l'année, à un niveau bien inférieur à sa moyenne pré-Covid (82 %).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **17 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en baisse sur le trimestre qui vient s'aligner sur sa moyenne de long terme (17 %).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

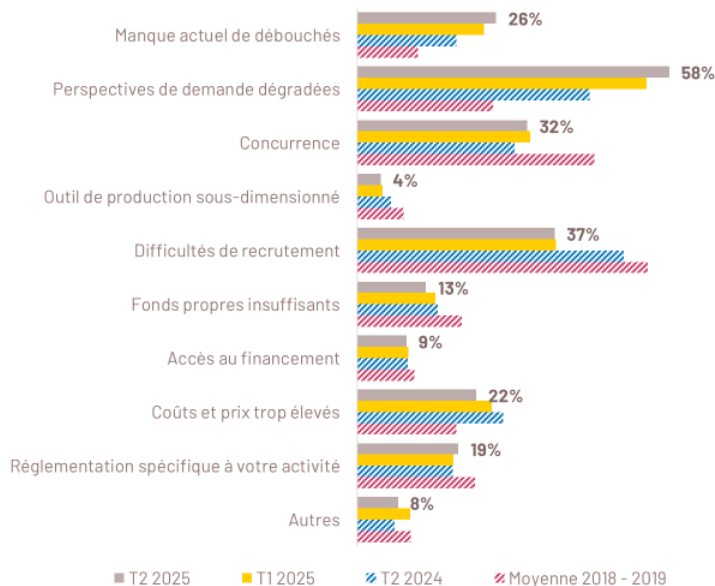
FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants

Principaux freins à la croissance



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Plus que le manque actuel de débouchés (mentionné par 26 % des répondants), c'est surtout la demande anticipée (58%) qui demeure le principal frein à la croissance des TPE/PME. La part de dirigeants citant l'insuffisance de la demande, qu'elle soit présente ou future, comme l'un des principaux freins à sa croissance, tend à augmenter linéairement depuis 3 ans et atteint un niveau particulièrement élevé (64 %, soit +4 points sur le trimestre et +14 points sur un an).

Les difficultés de recrutement sont stables au 2^e trimestre mais en net retrait sur un an (-13 points) probablement en lien avec la dégradation du marché du travail. Elles sont perçues, à date, comme limitantes par 37 % des dirigeants.

Le niveau de concurrence demeure le 3^e frein à la croissance: il est mentionné par 32 % des dirigeants, soit un niveau plutôt stable sur les derniers trimestres.

Bien qu'en retrait dans le sillage de la normalisation de l'inflation, les coûts et les prix restent un frein à la croissance de l'activité pour 22 % des chefs d'entreprise, soit 4 points de plus qu'en moyenne sur la période 2018-2019.

En toile de fond, les normes et la réglementation continuent d'être pointées comme un obstacle à la croissance par près d'une entreprise sur cinq, une proportion stable et proche de la moyenne de longue période.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

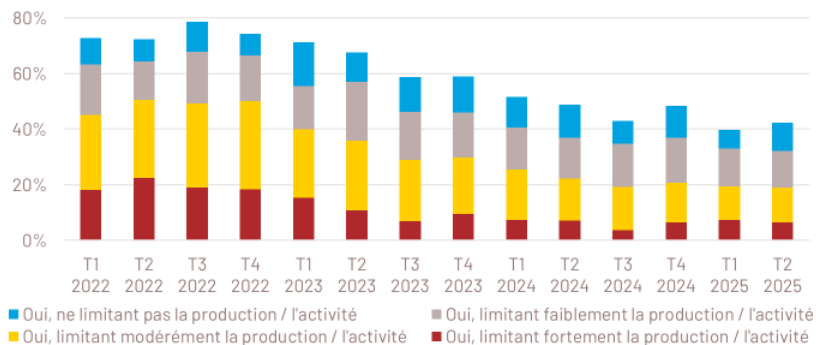


- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

Les difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts) repartent légèrement à la hausse mais sans que cela ne pèse significativement sur la production. 42 % des répondants déclarent y faire face (+2 points sur le trimestre, -7 points sur un an). 28 % n'y sont pas confrontés et 29 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement leur activité s'élève à 6 %, une proportion en léger retrait sur le trimestre (-1 point) et globalement stable depuis mi-2023.

Part des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement

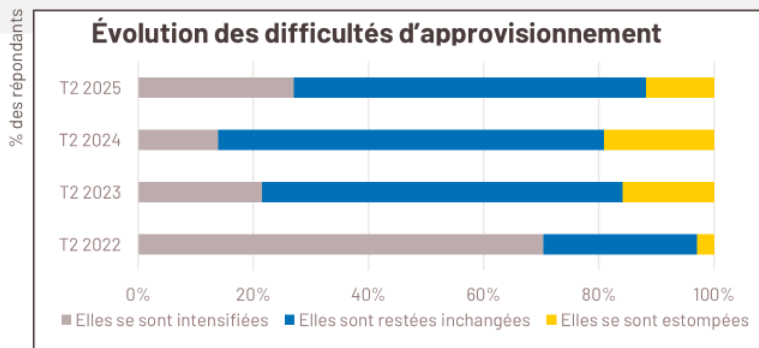


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **27 % considèrent qu'elles se sont intensifiées au cours des trois derniers mois, une proportion qui a doublé par rapport au 2^e trimestre 2024** et qui reflète peut-être les premières répercussions des tensions commerciales mondiales.

48 % des dirigeants déclarent être dans l'incertitude quant à l'horizon de résorption de ces difficultés d'approvisionnement. Parmi ceux qui se prononcent, la moitié juge qu'elles dureront plus d'un an. Les difficultés d'approvisionnement sont donc plutôt perçues comme durables.



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



FOCUS

INCERTITUDE

POLITIQUE ET GUERRE

COMMERCIALE

INCERTITUDE POLITIQUE

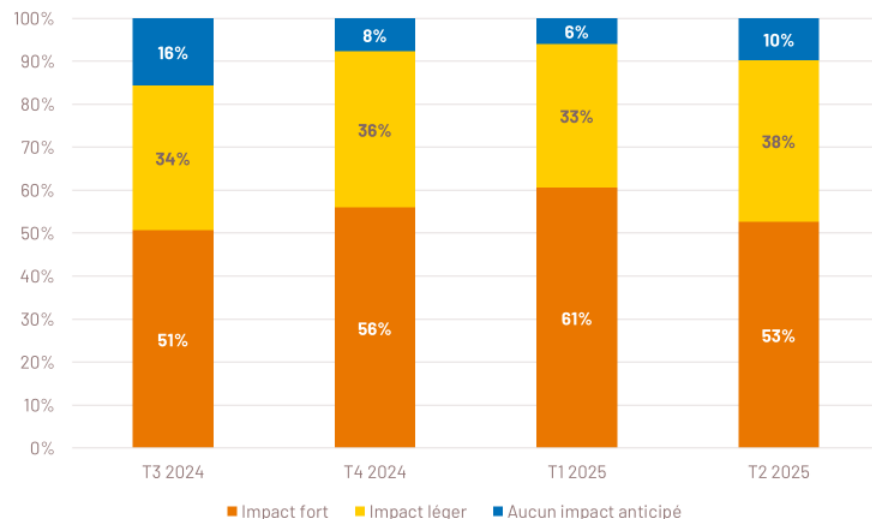


• Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?

Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé

Solde d'opinion (%)

Impact anticipé de l'incertitude politique sur l'activité



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'impact négatif attendu du contexte d'incertitude politique tend à s'estomper quelque peu au 2^e trimestre 2025 par rapport au pic atteint lors du trimestre précédent. **Toutefois, les dirigeants de PME et de TPE restent une majorité à redouter un impact négatif fort de l'évolution de la politique économique sur l'activité de leur entreprise.**

Fin avril, 9 chefs d'entreprise sur 10 craignent que le contexte d'incertitude politique n'affecte leur activité, une proportion en baisse de 4 points par rapport à début février, mais toujours supérieure de 6 points à son niveau du 3^e trimestre 2024, après la dissolution de l'Assemblée nationale. **Le sentiment majoritaire reste celui d'un impact estimé comme « fort » sur l'activité (pour 53 % des dirigeants), mais sensiblement moins qu'en début d'année (61 % au T1 2025).**

Ce sentiment est, dans l'ensemble, relativement uniforme quelle que soit la taille de l'entreprise, qu'il s'agisse d'une TPE (moins de 10 salariés) ou d'une PME d'au moins 10 salariés.

INCERTITUDE POLITIQUE

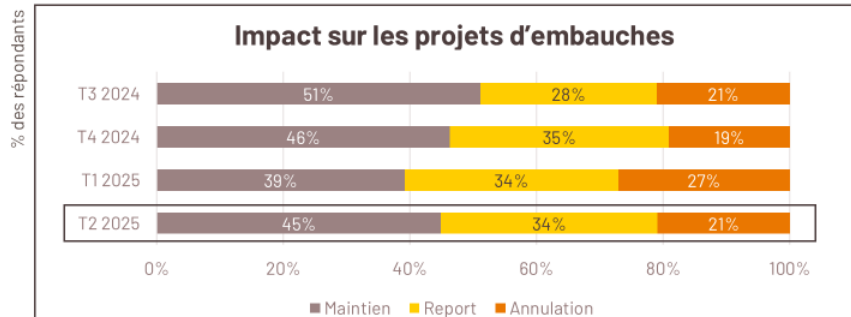


- Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?
Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)
- * Vous comptez maintenir vos projets d'investissement malgré le contexte d'incertitude politique. Comptez-vous néanmoins les adapter ?
- * Le report ou l'annulation de vos projets d'investissement concerne-t-il la totalité des investissements prévus ou une partie seulement ?

En cohérence avec un contexte d'incertitude ressenti un peu moins pénalisant pour l'activité ce trimestre, les répondants reviennent à la baisse leurs perspectives d'annulations d'embauches. 45 % des dirigeants qui avaient des projets d'embauches comptent les maintenir malgré l'incertitude politique, une proportion en hausse de 6 points par rapport au 1^{er} trimestre 2025, mais toujours inférieure de 6 points par rapport au 3^e trimestre 2024. 34 % prévoient à l'inverse de les reporter (stable) et 21 % de les annuler (-6 points sur le trimestre, niveau identique au 3^e trimestre 2024).

Malgré cette amélioration relative, les reports et annulations d'embauches restent à un niveau élevé.

Impact sur les projets d'embauches

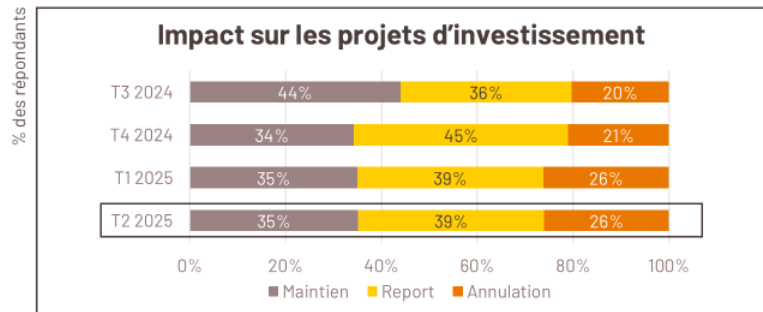


Base : Répondants qui ont / avaient des projets d'embauches
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

En revanche, l'impact sur les projets d'investissement demeure stable à un niveau préoccupant. La part de dirigeants ayant des projets d'investissement et prévoyant de les maintenir est stable à 35 %, alors que 26 % des dirigeants prévoient d'annuler leurs projets, ce qui constitue un niveau particulièrement élevé. Les intentions d'annulation d'investissements restent quasiment deux fois plus élevées parmi les TPE répondantes (29 %) qu'au sein des PME (15 %).

Parmi les dirigeants prévoyant de maintenir leurs projets d'investissement, 66 % comptent les maintenir tels quels, 16 % les réorienter et 18 % en réduire les montants (pour une baisse moyenne de 30 % par rapport au projet initial).

Impact sur les projets d'investissement



Base : Répondants qui ont / avaient des projets d'investissement
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

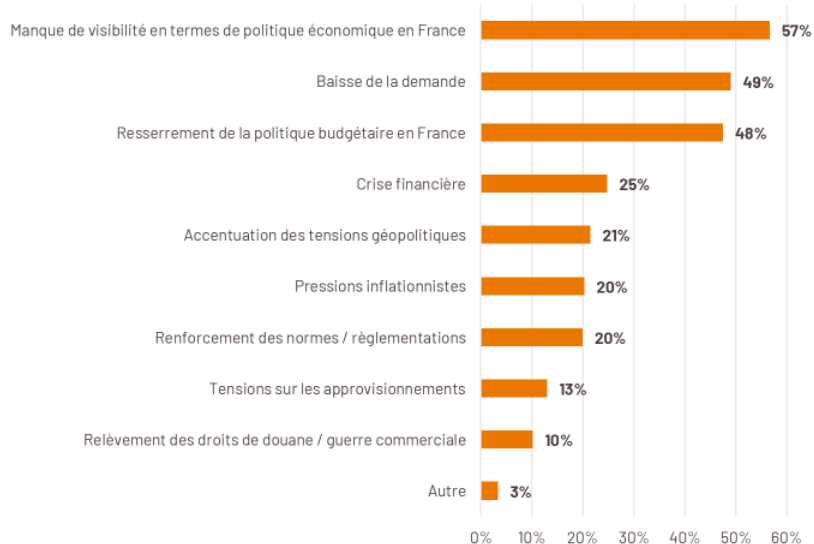
RISQUES POUR 2025



• Quels sont les principaux risques identifiés pour l'activité ou le résultat de votre entreprise en 2025 ?

% des répondants

Principaux risques identifiés par les PME/TPE pour l'année 2025



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les principaux risques pesant sur les PME/TPE en 2025 sont essentiellement de nature domestique. Parmi les principaux freins à l'activité identifiés pour 2025, le manque de visibilité sur la politique économique en France ressort en tête (57 %) chez les PME et TPE interrogées. Cette incertitude semble en partie nourrie par la crainte que l'ajustement budgétaire, nécessaire au rétablissement des comptes publics, ne passe par une hausse des prélèvements sur les entreprises, alors que 48 % des dirigeants perçoivent un resserrement de la politique budgétaire en France comme l'un des trois principaux risques cette année.

La baisse des débouchés apparaît également comme un risque majeur, citée comme tel par 49 % des dirigeants. D'autres menaces, telles qu'une crise financière, une intensification des tensions géopolitiques, des pressions inflationnistes ou un renforcement de la réglementation sont perçues comme plus secondaires (citées par 20 à 25 % d'entre eux).

Le relèvement des droits de douane est considéré comme un risque mineur par les PME/TPE dans leur ensemble (cité par 10 % d'entre elles).

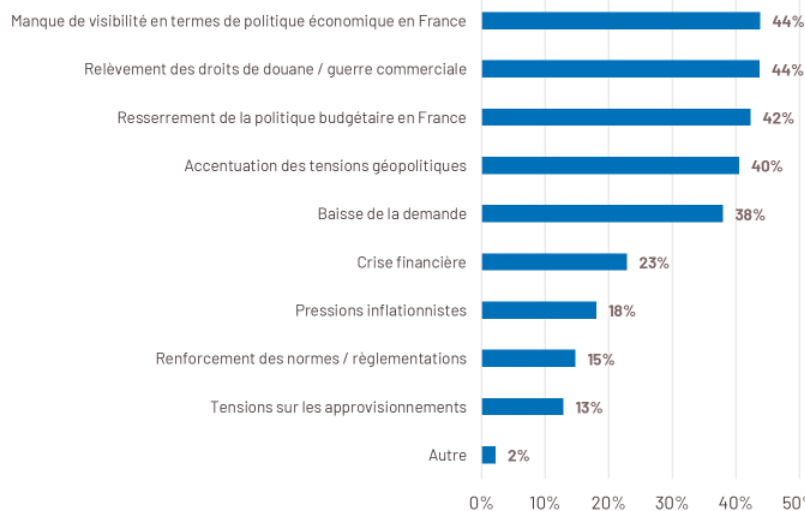
RISQUES POUR 2025 ET INTENTIONS À L'EXPORT



- Quels sont les principaux risques identifiés pour l'activité ou le résultat de votre entreprise en 2025 ?
- Avez-vous exporté au cours de ces cinq dernières années ?
- Comptez-vous exporter en 2025 ?
- En 2025, estimez-vous que vos exportations seront, par rapport à 2024 : en hausse / stables / en baisse ?

% des répondants

Principaux risques sur l'activité des PME/TPE exportant aux États-Unis pour l'année 2025



Base : PME/TPE réalisant une partie de leur chiffre d'affaires aux États-Unis
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les intentions d'exportation se maintiennent : un peu plus d'un quart (27 %) des PME/TPE comptent exporter en 2025, une proportion proche de celle observée en fin d'année 2024 dans le Baromètre export annuel de Bpifrance Le Lab*. En revanche, les exportations seraient moins dynamiques qu'anticipé en fin d'année dernière : les PME/TPE sont désormais plus nombreuses à prévoir une baisse de leurs exportations en 2025 (25 %) qu'une hausse (10 %). À -15, le solde d'opinion est inférieur de 17 points à son niveau de fin 2024*.

Si les PME/TPE interrogées ne sont que 10 % dans leur ensemble à craindre un impact négatif de la guerre commerciale et du relèvement des droits de douane, cette proportion monte à 27 % parmi celles qui comptent exporter en 2025 et à 44 % parmi celles qui réalisent une partie de leur chiffre d'affaires (CA) aux États-Unis. Mais seule une très faible part d'entre elles apparaît significativement exposée aux États-Unis : seules 12 % des PME/TPE répondantes déclarent réaliser une partie de leur CA aux États-Unis, et pour la très grande majorité d'entre elles, cela représente une part minime de leur CA (13 % d'entre elles réalisent au moins 10 % de leur CA aux États-Unis, soit 1,5 % de l'échantillon total).

Les PME/TPE exportant aux États-Unis craignent davantage une accentuation des tensions géopolitiques (40 % contre 21 % dans l'échantillon total). Elles s'inquiètent à l'inverse relativement moins d'une baisse de la demande (5^e risque, cité par 38 % d'entre elles contre 49 % dans l'échantillon total).

*Au-delà des frontières : [Les pme et l'export en 2025](#), Bpifrance Le Lab, janvier 2025

Trésorerie, investissement et croissance des PME / TPE

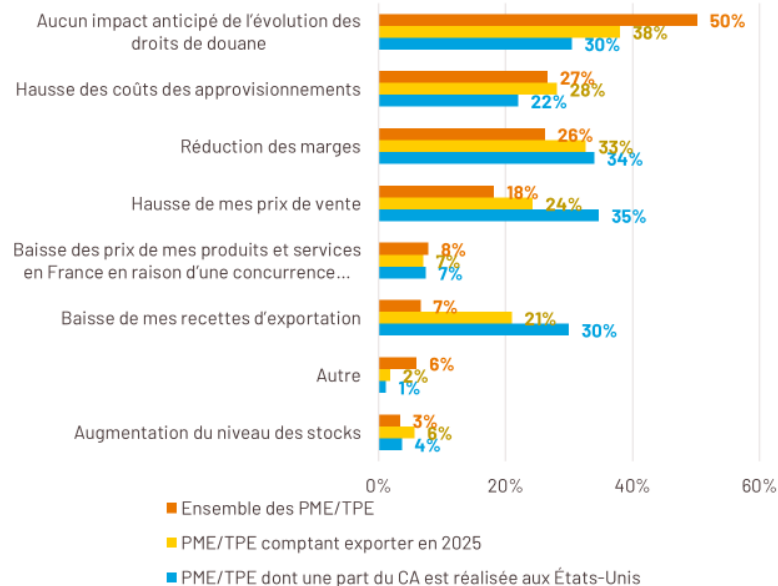
DROITS DE DOUANE



- Par quels mécanismes principaux l'évolution des droits de douane pourrait-elle influencer la trésorerie ou l'activité de votre entreprise ?
- Est-ce que la guerre commerciale vous conduit à revoir votre stratégie à l'export 2025 ?

Principaux mécanismes d'influence d'une hausse des droits de douanes

% des répondants



La moitié des PME et TPE interrogées estime que la hausse des droits de douane n'aura aucun impact sur leur activité ou leur trésorerie. Cette proportion diminue toutefois à 38 % parmi celles qui comptent exporter en 2025 et à seulement 30 % parmi celles qui réalisent une partie de leur chiffre d'affaires aux Etats-Unis.

Pour 27 % des PME et TPE interrogées, le relèvement des droits de douane entraînera une hausse des coûts d'approvisionnement, et pour 26 % d'entre elles, une réduction de leurs marges. La hausse des prix de vente n'est mentionnée que par 18 % des répondants. Seules 7 % estiment que la hausse des droits de douane se matérialiserait principalement par une baisse de leurs recettes d'exportation.

Les entreprises ayant pour débouché les Etats-Unis sont plus nombreuses à prévoir de réduire leurs marges et d'augmenter leurs prix de vente en conséquence de l'augmentation des droits de douane (plus d'un tiers d'entre elles), et 30 % s'attendent à voir leurs recettes d'exportation diminuer. La majorité de ces TPE et PME réalisant une partie de leur chiffre d'affaires aux Etats-Unis compte ajuster sa politique à l'export : 31 % comptent réorienter leurs exportations, 25 % les réduire et 7 % les annuler, tandis que 37 % ne prévoient aucun changement dans leur stratégie d'export.



MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **3 873** dirigeants de PME/TPE du **14 au 24 avril 2025**.

L'analyse en première partie porte sur les **1 206** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1 200** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les conséquences de l'incertitude politique et la complexité administrative) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



AU SUJET DE

**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager... La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de Bpifrance Le Lab est d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à servir l'avenir.

Bpifrance Le Lab

Décrypter pour décider.

www.lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

